Solidarité de classe prolétarienne avec la lutte des foyers

La lutte pour une orientation de classe dans les Comités de Soutien aux foyers Sonacotra, Adef, Afrp, Aftam... en lutte

Texte rédigé par les militants et sympathisants du Parti Communiste International dans les Comités de Soutien.

Pourquoi ce texte ?

Le présent texte est présenté par les militants du Parti Communiste International travaillant depuis maintenant des années dans les Comités de Soutien à la lutte des foyers.

Il n'est pas présenté comme une *alternative* à la plate-forme des Comités de Soutien, mais comme une *contribution* qui part de la plate-forme elle-même. Nous nous sommes toujours disciplinés à cette plate-forme, non pas en taisant nos positions propres, mais parce que cette plate-forme répond *aux besoins de la lutte des classes* que notre parti se propose de développer, car il sait que sans elle l'émancipation prolétarienne qu'il poursuit avec son programme propre serait impossible.

Dans la situation difficile où se trouve aujourd'hui la lutte des foyers, soumise à une offensive bestiale de la part de l'Etat et des sociétés gestionnaires et à un sabotage systématique de la part des partis de gauche (PCF-PS) et des directions syndicales (CGT-CFDT), il nous paraît important de réaffirmer notre soutien à la lutte des foyers, et de définir à quelles conditions les Comités de Soutien peuvent effectivement remplir le rôle qui est le leur.

1. SENS ET PORTEE DES COMITES DE SOUTIEN

Pourquoi des Comités de Soutien ?

Depuis une dizaine d'années, beaucoup de luttes ont vu naître autour d'elles des Comités de Soutien. Traditionnellement, la classe ouvrière, pour défendre ses intérêts immédiats contre l'exploitation capitaliste, s'était donné une forme d'organisation : le syndicat. Sans reprendre l'historique des organisations syndicales, on peut dire que depuis des dizaines d'années, les directions syndicales et les appareils de ces organisations sont passés de la défense des intérêts de la classe à la collaboration de plus en plus ouverte avec la bourgeoisie et son appareil d'Etat.

Elles propagent, comme les partis soi-disant "ouvriers" qui les inspirent (PC, PS), l'idée que l'on peut éviter la lutte de classe contre le capital en défendant l'intérêt de "son entreprise", de "son pays" d'où découleraient de meilleures conditions de vie et de travail. Ce faisant, elles opposent les travailleurs des différentes catégories, des différentes entreprises, des différentes nationalités les uns aux autres au lieu de les unir en surmontant la concurrence entre eux sur laquelle repose la domination de la bourgeoisie.

Ce faisant, elles laissent dans la misère noire les catégories les plus exploitées, et paralysent les réactions des catégories "supérieures", celles qui ont obtenu quelques miettes dès que la bourgeoisie ne juge plus opportun de les donner.

Cette politique de conciliation des intérêts de classe, qui trompe les ouvriers en se parant des noms de socialisme et de communisme qui sont liés à son émancipation de l'esclavage capitaliste, est une *politique active* de conservation sociale.

C'est elle qui est responsable de l'abandon des révoltes coloniales à l'isolement face à l'Etat impérialiste qui est aussi nécessairement l'ennemi de la classe ouvrière ; c'est cette politique qui est responsable de l'état d'isolement généralisé dans lequel se trouvent aujourd'hui les divers groupes d'ouvriers combatifs.

Cette politique s'est traduite sur le terrain de l'organisation syndicale par la mise en sommeil des liaisons horizontales entre entreprises, catégories et même ateliers ! Puis les organisations syndicales se sont réorganisées en cherchant à interdire pratiquement *tout lien entre travailleurs*. Elles combattent ces contacts comme autant de soi-disant entreprises de sabotage des syndicats.

Dans ces conditions, toute lutte ouvrière sérieuse, parce qu'elle gagne d'autant plus en force qu'elle s'étend à d'autres catégories et attire au moins leur solidarité, est poussée à faire connaître ses objectifs, ses méthodes et à appeler à la rescousse par d'*autres canaux* que les structures syndi-

cales officielles, même lorsqu'il s'agit de sections syndicales (voir Lip, Imro, etc).

Les Comités de Soutien des foyers en lutte sont donc nés d'un *besoin réel de la lutte ouvrière* : celui de regrouper les travailleurs et les militants qui ne participent pas directement à la lutte des résidents parce qu'ils ne sont pas dans les foyers, mais qui ressentent et comprennent la nécessité d'aider la lutte à *briser le mur de l'isolement* et à trouver l'appui d'autres catégories.

Cartel ou Soutien « ouvert » aux travailleurs ?

L'intérêt de la plate-forme pour répondre à cette question

Contrairement à ce qui s'est passé ou se passe dans d'autres luttes, la direction de la lutte des foyers, le Comité de Coordination, a eu la force de proposer un cadre précis aux éléments qui voulaient la soutenir, en constituant des Comités de Soutien, et *surtout* en leur donnant une *méthode* et des *orientations* précises par la plate-forme de Soutien de 1976, de façon à éviter toute forme de soutien "intéressé" et "récupérateur". Les préalables à l'adhésion les plus importants étaient : "la reconnaissance du Comité de Coordination comme représentant unique et légitime des foyers", "la reconnaissance des Comités de Résidents", "le respect total de la plate-forme revendicative de la lutte".

Cette mesure qui visait à *discipliner* les forces qui voulaient soutenir la lutte en fonction de ses *besoins* doit être revendiquée hautement ; elle correspond au besoin de toute lutte ouvrière qui cherche à se placer sur un terrain de classe, en dehors de l'influence de tous les saboteurs et même de tous ceux qui prêchent la conciliation avec les saboteurs. Il est évident que c'est *la seule méthode* qui donne les bases d'un *soutien* efficace à la lutte :

1) un soutien qui ne soit pas un *cartel fermé d'organisations politiques*. Cela ne veut pas dire que les Comités de Soutien doivent exclure toute politique, qu'ils doivent rester politiquement "neutres" ; mais ils ne doivent pas être formés par un *accord entre des organisations politiques*. Un tel accord, ne pouvant résulter que d'un compromis entre principes et orientations différents et même opposés, ne peut être qu'un accord vague destiné à voler en éclats à la moindre lutte réelle ; il

paralyse cette lutte au lieu de la préparer et de la renforcer, et exclut les forces n'adhérant pas aux organisations signataires.

2) un soutien qui puisse effectivement permettre à des militants sans parti de se dévouer véritablement à la lutte, comme nous l'avons constaté avec satisfaction et encouragé par tous les moyens. Nous devons même dire que sans ces camarades le seul soutien effectif et de valeur qui a été donné à travers les Comités de Soutien aurait été considérablement réduit.

L'expérience montre à ce sujet que l'opposition faite par certains courants entre "soutien militant" et "soutien de masse" est en fait une manoeuvre qui, sous prétexte de grossir le soutien, fait appel aux forces qui sabotent la lutte (directions syndicales, partis de gauche) et tend en fait à la constitution d'un cartel avec ces forces qui trahissent au sein même de la lutte. Pour nous, le soutien c'est l'appel à la solidarité active de toutes les forces qui peuvent défendre la lutte *sur la base de la plate-forme*, en renforçant à la base le front des travailleurs face à la bourgeoisie et ses agents au sein de la classe ouvrière. Ce qui suppose que le travail régulier d'un comité de soutien repose sur un noyau de camarades qui organise ce travail militant minimum, sinon les réunions ne sont que des discussions sur des activités secondaires qui dispersent les énergies, désorganisent le comité, entravent son travail et découragent les bonnes volontés en exaspérant la coupure avec les organisations de la lutte.

Ce travail suppose donc que le Comité fasse des réunions plus larges avec des militants occasionnels, et que des contacts réguliers soient pris, sur les entreprises, les cités, avec des groupes de travailleurs ou des organismes prolétariens prêts à aider lors d'une manifestation, pour la diffusion d'un tract, organiser une auto-défense, etc.

Le besoin d'un certain caractère "militant" des Comités de Soutien ne s'oppose donc nullement et, au contraire, favorise la plus grande souplesse dans les contacts visant à créer un véritable *réseau de soutien* autour des foyers. C'est du moins cette conception qui a inspiré notre travail et nous pensons qu'elle est confirmée par l'expérience.

Conditions montrées par l'expérience pour que les Comités de Soutien jouent pleinement leur rôle

L'expérience montre cependant que les Comités de Soutien (nous ne parlons pas seulement de ceux des foyers) qui sont eux-mêmes l'expression et le résultat d'une vie de classe encore réduite et de l'absence de liens entre groupes de travailleurs

combatifs, ne peuvent remplir leur fonction réelle que dans la mesure où peuvent être surmontées les difficultés venant de la présence de nombreux militants politiques agissant souvent avec des visions plus ou moins "sectaires", et cherchant davantage à utiliser les comités comme tribune qu'à leur permettre de remplir leur fonction.

L'expérience montre aussi que les conditions pour surmonter ces difficultés sont :

1) la présence dans les Comités de Soutien eux-mêmes, sinon de travailleurs liés à des luttes réelles, du moins d'un fort courant comprenant effectivement la fonction réelle du soutien et capable de combattre le sabotage des autres forces.

Ce n'est pas un hasard si les Comités de Soutien encore en vie aujourd'hui sont ceux qui ont travaillé sur la base de la plate-forme, et où les camarades qui l'ont défendue pied à pied n'ont pas été submergés.

2) une entente entre la direction de la lutte et les forces défendant effectivement la plate-forme dans les Comités de Soutien, qui permette à ces dernières de faire entrer en leur sein la poussée de la lutte et de discipliner les différentes forces sur ses critères au lieu que ces forces se perdent dans des querelles boutiquières.

Ce n'est pas un hasard là aussi si les soutiens n'ont jamais aussi bien marché que dans l'été 1978, tandis que le relâchement de rapports réguliers avec le Comité de Coordination puis l'absence totale de soutien central en 1979 ont ravivé les oppositions sans possibilité de trancher, et laissé les forces volontaires pour un travail en état de paralysie sous peine de mettre en cause l'existence du Comité de Soutien lui-même.

2. DEUX MANIERES DE REPONDRE AUX TACHES DES COMITES DE SOUTIEN

Un principe : l'union de la classe ouvrière (plate-forme de 1976)

Selon la plate-forme de 1976, le travail des Comités de Soutien consiste en particulier à *"briser le mur du silence et élargir le mouvement de soutien au sein de la classe ouvrière de France, sur les seules bases de la plate-forme revendicative du Comité de Coordination, politiquement et matériellement à l'extérieur"* (point 5), le texte se terminant par l'appel à *"l'unité de la classe ouvrière"* et la lutte pour l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés.

Tout le monde pouvait sembler d'accord avec une telle affirmation. Seulement, il y a manière et manière de la *mettre en pratique*. Les oppositions dans les Comités de Soutien sont apparues sur l'application et même sur le but lui-même.

Notre position a donc consisté à s'adresser aux travailleurs afin d'éveiller leur solidarité à l'égard d'une lutte qui, comme le dit le texte complémentaire à la plate-forme du soutien de la lutte des foyers, est *"une lutte contre l'exploitation et l'oppression de la Sonacotra sur les travailleurs qui la subissent. En cela, elle rejoint toutes les luttes des travailleurs qui veulent se libérer de l'exploitation. Comme toutes ces luttes, elle doit être soutenue et menée par tous les travailleurs."*

Unité avec la classe ouvrière ou unité avec les réformistes ?

Nous ne faisons pas une opposition générale entre la "base" et "les directions". Mais nous pensons que le PC, le PS et les appareils syndicaux CGT-CFDT-FO à leur botte ne peuvent que trahir les luttes de l'immigration comme ils ont trahi hier les luttes anti-coloniales. Nous pensons aussi que s'ils trahissent ces luttes, ce n'est pas parce qu'ils défendraient les ouvriers français contre les ouvriers immigrés, mais parce qu'ils ont trahi *les intérêts généraux de la lutte ouvrière* depuis des dizaines d'années. Aussi avons-nous toujours mis en garde tous les camarades qui pouvaient imaginer possible d'amener ces directions-là à aider la lutte. Cela n'est pas l'avis des forces soi-disant "révolutionnaires" qui nous ont combattus, depuis LO et la LCR (qui n'ont pas daigné s'intéresser aux Comités de Soutien) et l'OCT jusqu'aux groupes comme HR et le PCR pour ne parler que des plus importants. La meilleure preuve qu'ils se trompent est que cet appui est impossible, et que ces forces ont été conduites à revenir sur la plate-forme elle-même, la jugeant *trop restrictive*, trop "sectaire".

Les faits ont aujourd'hui montré qui a apporté un soutien réel à la lutte en *respectant son caractère*, ses principes, sans exiger d'elle qu'elle y renonce pour une reconnaissance formelle. Certainement ni le PC, ni le PS, ni les appareils de la CGT, ni de la CFDT. Il suffit même de lire pour cela le Comuniqué du Comité de Coordination de novembre 79 qui s'efforce de faire un bilan du travail de ces forces *sur la base de l'expérience de la lutte elle-même*, bien qu'à notre avis l'attitude du PS aurait pu y être mieux montrée.

Mieux, toutes les forces qui ont toujours travaillé à rechercher l'appui des réformistes ont fini par saboter les Comités de Soutien, là où elles le pouvaient, à Chelles comme à Strasbourg ou à Champigny. Elles ont pu démontrer ainsi le bien fondé de *leur* méthode : les concessions sur la plate-forme, la disparition de la référence au Comité de Coordination a eu pour seul résultat de tromper la masse des travailleurs en marquant le sabotage effectif de la lutte par un soi-disant "appui" qui n'a jamais été que publicitaire et formel et qui servait surtout à faire pénétrer dans la lutte des directions contraires à ses exigences.

Nous n'avons pas cependant refusé toute tactique envers ces organisations. Bien qu'avertissant du *résultat négatif* de telles tentatives, nous avons avant tout mis l'accent sur le besoin de tenir bon sur les principes de la lutte, en sachant bien que seule *l'expérience* pouvait permettre aux travailleurs trompés par les mensonges réformistes de découvrir la vérité.

Solidarité ouvrière ou solidarité « démocratique »

Une autre conception qui est apparue dans les Comités de Soutien était qu'il était faux de s'adresser *seulement à la classe ouvrière*, qu'il ne fallait pas "négliger la solidarité" possible d'autres couches du "peuple", d'autres forces "progressistes", "démocratiques", etc. , et qu'en nous adressant aux *seuls ouvriers*, nous travaillions de façon *sectaire*, avec pour résultat d'isoler la lutte.

Une telle conception est naturellement défendue par les groupes maoïstes (HR, PCR, OCF, UCFml, etc.) qui ont une idéologie populiste, nationaliste voire pro-impérialiste, mais aussi par des membres des Comités de Soutien appartenant à des courants de l'immigration liés au maoïsme ou aux prolongements du mouvement démocratique anti-impérialiste (comme le MTA), militants venus aux Comités de Soutien à partir d'une solidarité anti-impérialiste.

Nous faisons une distinction entre les forces dites "démocratiques". Il y a en effet d'un côté les forces liées à la vie politique française, qui ramènent en fin de compte aux Eglises ou aux partis de Gauche et dont nous savons qu'ils ne peuvent donner quelque charité que dans l'espoir d'amortir la lutte et de la

stériliser, l'empêcher de prendre son essor, ce que les travailleurs savent très bien par expérience.

Il y a de l'autre côté les forces qui ont une tradition anti-impérialiste et qui, si elles ont effectivement joué un rôle révolutionnaire durant la période coloniale, sont appelées à constituer une entrave au développement de la lutte surtout au fur et à mesure que celle-ci prend un caractère authentiquement prolétarien. En effet, ces forces bien qu'agissant sur le terrain de l'antagonisme opposant les ouvriers à la bourgeoisie et son Etat partent du *principe national*. Or, cela revient dans les faits à subordonner la lutte potentiellement classiste des ouvriers immigrés au programme et aux directions du mouvement anti-impérialiste petit- bourgeois, quand ce n'est pas carrément à des Etats bourgeois déjà constitués par amicales et ambassades interposées.

L'autre pendant de cette tendance nationaliste encore vivace dans l'immigration est le *démocratisme* inter-classiste qui amène ses tenants à chercher un appui à la lutte des travailleurs immigrés parmi les forces proclamées "progressistes" et "démocratiques" en cachant qu'elles ont, dans un passé encore récent, marché sur les révoltes populaires des colonies. Cette conception est d'autant plus dangereuse qu'elle repose sur une contradiction manifeste du point de vue des intérêts de la classe ouvrière : en partant du principe *national*, ce qui amène à revendiquer l'organisation par nationalités, ces forces contribuent à *leur manière* à entretenir la méfiance des ouvriers arabes vis à vis de leurs frères de classe français ou appartenant à d'autres catégories de l'immigration. D'où entre autres, les méthodes démocratiques et interclassistes les poussant nécessairement à faire appel aux véritables "étrangers" à la lutte prolétarienne que sont tous les démocrates bavards toujours à la recherche de la première occasion pour appeler à la conciliation avec les partis qui ont trahi ouvertement la lutte (PC - PS) quand ils ne la sabotent carrément.

Il est d'ailleurs parfaitement clair qu'un des grands acquis de la lutte des foyers a été de dépasser le "principe national" en refusant l'organisation des travailleurs par nationalité.

Il n'y a pas pour nous une opposition entre lutte anti-impérialiste et lutte ouvrière : ce sont les faux partis ouvriers (PC - PS) qui ont mis l'accent sur la seconde pour justifier l'abandon de la première, marquant ainsi qu'ils trahissaient la première. Naturellement les mouvements nationaux (comme le FLN hier, l'OLP aujourd'hui,) se sont appuyés sur cette trahison pour appeler les prolétaires à subordonner leurs intérêts propres à ceux de la bourgeoisie sous pretexte de lutte commune. En réalité, la lutte contre l'oppression impérialiste est un besoin de la lutte de la classe ouvrière du monde entier et de son *unification internationale*.

C'est la raison pour laquelle notre Parti mène une propagande régulière pour susciter parmi les prolétaires l'enthousiasme pour les révoltes dirigées contre l'impérialisme, comme

c'est le cas en Palestine, et en particulier contre "leur" propre impérialisme, comme c'est aujourd'hui et ce sera *nécessairement le cas demain*, en particulier pour l'Afrique martyrisée par l'impérialisme français.

Vis à vis de telles organisations "démocratiques" et "anti-impérialistes" qui gardent des liens tout à fait naturels avec les prolétaires immigrés, ce que nous rappelons c'est que la seule protection possible contre les risques présentés par l'appel à la solidarité de ces forces, dont nous connaissons le résultat d'avance, est de *tenir bon sur la plate-forme* de la lutte, de refuser toute concession en échange d'un soutien formel ou vague, et même *tout recul sur les principes*, même si cela entraîne la perte d'avantages momentanés.

Que faut-il entendre par « méthodes de classe » ?

L'appel à la solidarité ouvrière et à la solidarité "démocratique" se traduit naturellement par des méthodes différentes.

L'expérience montre que la plupart du temps, les forces qui ont voulu s'adresser "au peuple", aux "démocrates", ou aux "anti-racistes" dans les Comités de Soutien sont ceux-là même qui ont en même temps cherché à vendre la lutte aux partis de gauche ou aux directions syndicales.

Les autres n'ont été capables que d'avancer des actions publicitaires touchant la soi-disant "opinion publique" par des coups d'éclat sans lendemain, ne laissant aucune trace et ne permettant pas d'organiser les travailleurs.

Pour nous, le travail envers la classe n'est pas un mot creux. La classe ouvrière peut tirer une puissance immense de la solidarité la plus large sur ses intérêts ou buts communs et de l'utilisation des moyens de force que donne le capitalisme lui-même. La classe ouvrière produit toute la richesse et, *en croisant les bras*, elle prend conscience de sa force sociale. La classe ouvrière est concentrée dans les *grandes usines*, entassée dans de grandes cités. La mobilisation de cette force concentrée, *que n'a aucune autre classe*, doit être *mise au service de sa propre lutte*.

Sans doute cette force n'est encore qu'une force *en puissance*, car elle est gênée par le sabotage permanent des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier que sont les partis réformistes et les appareils syndicaux à leurs ordres.

Mais c'est la *mise en action* de la *force de classe du prolétariat* qui permet la seule défense efficace face à la bourgeoisie. Il est donc nécessaire de lutter pour l'éveiller et l'organiser, de mettre en avant les méthodes qui permettent de la *préparer* à agir. Une longue expérience montre que tous ceux qui ont imaginé faire l'économie des difficultés, les surmonter par des manoeuvres ou des expédients n'ont pas aidé à faire renaître cette force, mais encore l'ont stérilisée.

Un axe de propagande et de l'appel à la solidarité est de mettre en lumière dans chaque lutte particulière son *aspect général intéressant toute la classe*, ce que fait, à notre avis, de façon satisfaisante le *texte complémentaire à la plate-forme* de 76.

Toute victoire, même sur le plan immédiat est le résultat d'un rapport de forces, où la classe ouvrière doit mettre, face à la bourgeoisie organisée autour de son Etat, avec ses moyens de répression (flics, justice) et de mensonge (en particulier les faux "dirigeants ouvriers"), le maximum de *forces* de son côté.

C'est bien la raison pour laquelle la bourgeoisie lance ses larbins pour expliquer qu'on peut à tout prix éviter la lutte, que la classe ouvrière ne doit pas utiliser sa force ; qu'elle lance sa police dès que les ouvriers échappent à l'influence de ces menteurs, pour briser ces *pôles de vie ouvrière* que sont devenus les foyers pour tenter de mater l'immigration et toute la classe.

Il s'en suit que le travail pour aider à la constitution de cette *force de classe* passe par :

I) Une propagande pour l'utilisation des armes de la lutte ouvrière : la grève, l'auto-défense, la solidarité face à l'adversaire.

2) Une action prioritaire en direction des *grandes usines, des grandes cités où la classe lutte et vit*, afin de préparer de *longue haleine* la mobilisation la plus large.

La lutte ouvrière subit, sous l'effet des circonstances, des avances et des reculs ; toute grève ne vainc pas toujours mais son vrai résultat est *l'union grandissante des travailleurs*. Cette union se matérialise dans *l'existence d'un minimum d'organisation* capable

a) de tirer les leçons des luttes
b) de préparer les luttes futures.

La conséquence en est que dans les deux objectifs de chaque lutte :

a) défendre les travailleurs et soulager la misère du capitalisme
b) souder les rangs ouvriers,

le second devient le plus important *si les deux entrent en conflit*.

Voici les principes et les méthodes, nous ne les avançons pas *comme des préalables* à toute action ou à notre participation à la lutte. Nous savons que la lutte prolétarienne part aujourd'hui d'un niveau extrêmement bas et nous nous proposons de faire la preuve par *l'expérience* de l'efficacité de ces méthodes dans la lutte ouvrière, en acceptant toute proposition, même insuffisante, même si elle n'est pas nôtre, pourvu qu'elle permette *l'éveil des ouvriers à leurs intérêts communs et le renforcement de leurs rangs au lieu de les gêner*.

Que faut-il entendre par « travail à la base » dans les entreprises et les syndicats ?

Certains membres des Comités de Soutien nous ont accusé de sectarisme et d'anti-syndicalisme. Rien n'est plus faux. Nos méthodes n'ont rien à voir avec celles de groupes qui, comme l'UCF, refusent tout travail dans les syndicats et d'ailleurs en général dans toute organisation ouverte qui ne se plierait pas à leurs marottes politiques. C'est la raison pour laquelle un groupe comme l'UCF sabote tout travail des Comités de Soutien : par exemple, il cherche à suivre leur travail devant les usines à la trace, afin de créer l'équivoque parmi les travailleurs en semant la confusion entre son organisation et les Comités de Soutien, attitude qui se retrouve également vis à vis du Comité de Coordination. Un dernier exemple de ce travail désastreux a été donné lors des affrontements avec le service d'ordre du Collectif de Garges, lors de la manifestation du 1er décembre.

Nous pensons qu'il faut faire un travail dans les syndicats (et pas seulement en leur sein) afin de contrer la politique des directions syndicales et d'apporter à la lutte des foyers la solidarité effective des ouvriers, malgré et contre leurs directions.

Un tel travail est d'autant plus nécessaire que les confédérations font un travail systématique de propagande sur la lutte des foyers visant à faire croire qu'elles sont les seules à aider véritablement les résidents. Il est donc nécessaire de faire un travail très élémentaire visant à faire connaître la lutte dans des groupes de travailleurs et à éveiller la solidarité, *tout en sachant que toute action pratique en direction de la lutte* finira par créer une opposition entre ces groupes d'ouvriers et les directions syndicales.

Cette tactique que nous avons préconisée contre toutes les forces qui nous traitaient de sectaires et d'anti-syndicalistes est tellement justifiée que la CFDT a dû sortir de sa position floue à la fin du printemps 79 puis en septembre 79 et condamner ouvertement toute action de ses organisations (UL ou sections syndicales) qui prenaient des contacts directs avec le Comité de Coordination.

Nous reconnaissons cependant qu'il n'y a là qu'un premier pas, que même l'appui officiel d'une section ou UL syndicale n'a de sens véritable que si elle correspond à un travail non en direction de l'appareil, qui ne sert qu'à tromper les ouvriers sur le rôle réel de ce dernier, mais en *direction des ouvriers* afin de préparer à l'affrontement inévitable avec l'appareil syndical dès que la moindre solidarité ouvrière effective sera donnée.

A ce sujet, nous préférons l'action modeste mais réelle d'un petit groupe d'ouvriers faisant autour d'eux un véritable travail patient d'éveil à la solidarité sur la base des buts communs de classe, à l'appui le plus souvent déclamatoire et vide de la plupart des sections syndicales qui ne s'appuyant pas sur ce travail, ne peuvent en fait apporter aucune solidarité effective et sont paralysées dès que ces Messieurs de l'URP tapent du poing sur la table.

Il y aurait bien d'autres points qui ont servi d'occasion d'affrontement avec d'autres forces dans les Comités de Soutien, comme la manière d'aider la Coordination, la question de la centralisation parisienne des Comités de Soutien, l'attitude vis à vis des Comités de résidents et des travailleurs des Foyers etc. Mais nous avons essayé de relever seulement *les points les plus importants qui concernent toutes les luttes ouvrières.*

3. LE BESOIN DE LIENS ETROITS ENTRE LES COMITES DE SOUTIEN ET LA DIRECTION DE LA LUTTE SUR UNE BASE CLAIRE

L'évolution des rapports entre les Comités de Soutien et le Comité de Coordination

Sans revenir à l'origine des Comités de Soutien, il est présent à la mémoire de tous les camarades que les Comités de Soutien parisiens au moins ont vu leur travail considérablement amélioré dans la mesure où leur action a pu être coordonnée à l'échelle parisienne par le Comité de Soutien central. Cela correspondait également à un moment où l'orientation du Comité de Coordination elle-même par les manifestations de novembre 77, du premier mai 78 et la magnifique mobilisation de juin-juillet 78 face à l'offensive Stoléru a pu avancer dans le sens d'un travail posant effectivement les questions de la riposte à la répression anti-immigrés devant toute la classe en affermissant son attitude vis à vis des différentes forces politiques et syndicales.

Il n'est pas inutile de rappeler que la centralisation des Comités de Soutien, le sens du travail fait dans cette période pour faire connaître la lutte a trouvé notre appui total dans les Comités de Soutien et que la bataille a dû être menée en leur sein contre les forces partisanes d'un compromis avec les bureaucraties syndicales qui s'opposaient en même temps à la centralisation des Soutiens.

Il est clair aussi que le travail d'appui logistique au Comité de Coordination mené pendant l'été 78, en particulier la permanence téléphonique, l'aide en voitures etc., aurait été impossible non seulement sans la centralisation parisienne, mais encore sans la lutte résolue contre les partisans d'une orientation suiviste vis à vis de l'opportunisme de type OCT, PCML, PCR, etc., pour lesquels toute tentative de renforcer l'organisation de la lutte sur le terrain logistique était un "luxe".

Après la réunion générale des Comités de Soutien de janvier 79 où le Comité de Coordination a reporté le bilan promis à un date ultérieure, les rapports entre les Comités de Soutien et lui n'ont fait malheureusement que se dégrader.

La lutte a pu s'étendre en province et s'appuyer en Alsace et en Lorraine sur des Comités de Soutien en liaison avec le Comité de Coordination. Cependant pour les Comités nés au cours de l'été 78 d'un appel de la Coordination et du besoin d'étendre la grève - et plus modestement la propagande de la lutte - en province, l'impossibilité d'obtenir la moindre liaison avec la Coordination hormis la réunion de janvier 79, a laissé ces Comités suspendus dans le vide. Ainsi les Comités nés à Bordeaux, Toulouse, Lyon, Grenoble, Besançon (ceux d'Angers et de Rennes existaient déjà) n'ont pu continuer une propagande sur les foyers auxquels ils

ne pouvaient promettre de liens avec la Coordination. Ainsi plus que du sabotage des forces suivistes à l'égard des bureaucraties syndicales ou des sectes de type UCF, ils ont péri d'étouffement. Le plus grave encore est que même à Paris, et sans la circonstance atténuante de l'éloignement, les liens entre le Comité de Coordination et les Comités de Soutien ont cessé: le Soutien central a cessé de fonctionner, laissant les Comités de Soutien dans un grand embarras.

Naturellement, les Comités de Soutien parisiens ont des tâches locales : travail vers les usines et les quartiers proches des foyers où ils travaillent, mais il est clair que l'essentiel de leur travail dépasse leur rattachement au foyer considéré et que même depuis que le Soutien central ne fonctionne plus, ils continuent à travailler comme appui au Comité de Coordination bien plus qu'au Comité de résidents locaux.

Ceci s'est manifesté notamment à chaque manifestation qu'ils préparent à l'échelle parisienne, à Garges où ils ont contribué à un travail de popularisation sur les cités environnantes et les usines de la région parisienne.

Il est donc clair que l'absence de centralisation, le relachement total des liaisons avec le Comité de Coordination, autrement qu'à l'échelle locale avec les délégués des Comités de résidents, l'absence de réunion de bilan promise en janvier79 mais pas encore tenue ont entravé réellement le travail qui est fixé par la plateforme aux Comités de Soutien.

Qu'on nous comprenne bien. Ce n'est faire de tort à personne que de dire qu'une organisation comme les Comités de résidents et la Coordination, comme toute organisation née de la lutte et rassemblant les travailleurs sur la base de leurs intérêts communs, ne peut être homogène, (alors que c'est plus facilement le cas pour une organisation rassemblant ses membres sur un programme politique défini).

Une telle homogénéité ne peut venir que d'une longue expérience de lutte et ne peut être demandée *avant la lutte* à des militants qui venant à la lutte pour une défense collective des conditions de travail et de vie suivent naturellement des courants politiques ou philosophiques différents, au moins *au départ*.

Mais cette unification, cette homogénéisation dépend de l'aptitude des prolétaires qui prennent les responsabilités de la lutte, à affronter les difficultés et à les résoudre d'une manière qui permette à tous les travailleurs d'en *tirer une leçon unitaire fondée sur l'expérience vivante* qui les rassemble malgré leurs idées parfois différentes avant l'épreuve. Nous concevons comme une de nos tâches fondamentales de militants communistes d'aider à tirer cette leçon.

C'est dans cet esprit, pour répondre *au besoin de clarification de l'orientation de la lutte* et, non pas pour nous plaindre d'un mauvais traitement ou par souci de querelle avec tel ou tel camarade, ou tel ou tel courant, que nous soulignons certaines difficultés rencontrées par les Comités de Soutien. C'est dans le but d'affronter ces difficultés pour que les Comités de Soutien et la Coordination trouvent les solutions les plus aptes à renforcer la lutte prolétarienne.

Quelques difficultés rencontrées par les Comités de Soutien ces derniers mois

1er mai 1979. Tous les militants des Comités de Soutien ont été très surpris de n'être pas associés à la préparation de la manifestation du 1er mai, à laquelle ils ont pourtant proposé leur contribution, comme ils l'avaient toujours fait jusque-là.

Ils ont même pu se rendre compte que les responsables du service d'ordre auquel ils participaient préféraient les "cacher" avec le prétexte de ne pas indisposer les instances de la CFDT qui avaient promis une place dans le cortège.

Garges, juillet 1979. Les militants des Comités de Soutien sont venus spontanément apporter leur aide aux travailleurs expulsés et ont dû se mettre à faire seuls, non seulement sans lien avec le Comité de Coordination mais encore carrément repoussés par certains de ses membres, un travail en direction des cités et des entreprises.

Ayant l'habitude de faire une propagande en direction des entreprises et des sections syndicales afin d'éveiller une solidarité ouvrière envers la lutte, un tract qu'ils avaient préparé à cet effet leur a pourtant été "interdit" sous prétexte qu'une telle tâche revenait à la Coordination, non aux Soutiens ce qui est en contradiction même avec la plateforme de 1976.

Le Collectif contre les lois anti-immigrés. Alors que nous avons toujours travaillé dans les Comités de Soutien pour faire une propagande en direction des travailleurs pour appeler à une riposte collective contre les lois répressives anti-immigrés et participé d'enthousiasme à toutes les initiatives prises par la Coordination allant dans le sens d'une riposte à cette oppression, les membres des Comités de Soutien ont été formellement écartés des réunions du Collectif et même de la préparation de la manifestation du 1er décembre. Une raison avancée officiellement est qu'ils "doivent rester derrière la Coordination", afin d'éviter le risque qu'ils prennent des

positions différentes. Une autre raison est que les Soutiens seraient composés de petits-bourgeois alors que le Collectif regroupe des sections d'entreprises, donc des travailleurs. Si on ne laisse ouvert le Collectif qu'aux sections syndicales : où les ouvriers non syndiqués vont-ils pouvoir soutenir la lutte ?

De tels arguments sont peu convaincants. Sur le premier point, rien n'interdit formellement que le Comité de Coordination définisse une attitude sur la riposte aux projets de loi, et que les Comités de Soutien soient d'accord avec lui. Quant au second, n'est-il pas évident que les mêmes forces qui sont sorties des Comités de Soutien et les ont sabotés peuvent très bien se retrouver aujourd'hui dans le Collectif pour tirer la lutte en arrière, dans le même sens de la manoeuvre stérile et paralysante envers les directions syndicales, ce qui là encore renvoie des questions de procédure aux questions de fond.

Dissolution des Comités de Soutien de St. Denis et de Champigny.
Nous regrettons la dissolution du Comité de Soutien de St. Denis, qui s'est effectué selon nous sur des critères faux, en particulier le reproche de n'être pas un soutien "de masse" .

Si les Comités de Soutien ne sont pas devenu, sur la base de la plateforme, des soutiens de "masse", c'est à dire qui rassemblent de nombreux travailleurs, ce n'est pas du à notre avis, aux méthodes que nous préconisons, mais à la situation actuelle dans laquelle se trouve encore la classe ouvrière, comme nous l'avons décrite plus haut. Ou alors il faut abandonner la plateforme elle-même et déclarer, comme le font d'ailleurs nos adversaires et ceux de la plateforme que cette dernière est trop sectaire, trop exigeante : mais les forces qui ont prétendu donner un "soutien de masse" n'ont fait jusqu'ici que prôner des cartels de forces et d'organisations qui ont déjà pour la plupart démontré dans les faits leur trahison de la lutte.

La dissolution du Comité de Soutien de Champigny a été encore plus pénible, mais dans un sens beaucoup plus claire : là, un délégué membre de la Coordination est intervenu dans l'opposition entre une partie du Comité travaillant en parfait accord avec la plateforme de 76 et l'autre partie cherchant à faire reculer le Comité de Coordination sur la plateforme de la lutte dans l'espoir d'un soutien de forces équivoques (Union Locale CFDT, Parti Socialiste, Parti Socialiste Unifié) qui avaient déjà pourtant montré la réalité de leur appui (1). Et il est intervenu en soutenant cette dernière position et en taxant la première de "sabotage" de la lutte des foyers, ne laissant d'autre solution aux camarades qui la partagaient que de travailler seuls avec le foyer de St Maur ou de rejoindre un autre Comité de Soutien, ce qu'ils ont fait.

(1) L'UD CFDT du Val de Marne, qui a tenté de se donner des airs radicaux vis à vis du Comité de Résidents de Champigny, a atteint bien vite dans les faits le seuil de la capitulation face à la bonzerie de l'URP: l'UD 94 a en effet refusé d'appeler au rassemblement de Garges du 29 septembre, et a fait circuler dans les syndicats et sections locales la circulaire de l'URP appelant à dénoncer toute tentative de contact avec le Comité de Coordination.

Le simple examen de ces difficultés et des questions concrètes sur lesquelles ont buté les rapports des Comités de soutien et du Comité de Coordination fait bien ressortir que ce sont bien souvent des questions touchant aux méthodes de la lutte qui ont été à la source des difficultés, ces mêmes questions de méthode qui ont provoqué, sans doute de façon différente, des batailles à l'intérieur des Comités de Soutien.

La lutte entre « deux méthodes » concerne toutes les luttes ouvrières et aussi le Comité de Coordination

Cette lutte qui s'est toujours livrée dans les Comités de Soutien, tantôt de façon larvée, tantôt de façon ouverte, les a souvent paralysés. Il y a certainement eu, dans les oppositions entre les militants des différents groupes des querelles de boutique et nous comprenons fort bien que les résidents et les travailleurs en lutte puissent être excédés par de telles discussions stériles, ainsi que par la pratique de secte qui consiste à utiliser aussi bien le mandat d'une section syndicale que d'un Comité de Soutien pour parler au nom de son organisation politique ou en son nom propre. De telles méthodes sont tout à fait étrangères aux besoins de la lutte de classe; nous les avons combattues et nous les condamnons fermement.

Il est aussi certain que de telles pratiques ont pu cacher dans une certaine mesure *la lutte réelle qui s'est menée entre les deux méthodes*, entre les deux conceptions de la lutte.

De nombreux camarades parmi les résidents ou les délégués ont pu s'imaginer qu'il s'agissait là d'une maladie provenant inévitablement de la présence de militants politiques dans les Comités de Soutien, présence qui aurait apporté nécessairement avec elle la dispute, les "polémiques d'organisation". En réalité, il y avait derrière ces polémiques, *une opposition de fond.*

Ceci est si vrai que les forces que nous avons combattues et qui ont été également combattues par le Comité de Coordination ont mené à la liquidation de la plupart des Comités de Soutien, la dernière en date étant celle du Comité de Strasbourg, pendant l'été 79. Ces forces n'ont pas seulement apporté leurs conceptions étrangères à la lutte : elles ont combattu la plate-forme, ses conditions étant jugées trop sélectives, trop sectaires.

Si des camarades de la Coordination ont pu s'imaginer sincèrement qu'il était possible d'échapper à ces oppositions en laissant dans l'ombre les Comités de Soutien, ils doivent aujourd'hui ouvrir les yeux : la bataille apparaît dans des termes identiques dans le Collectif lui-même; les mêmes problèmes se posent en effet : faut-il travailler vers les directions réformistes ou vers la base ? Peut-on parvenir ou non à pousser les directions syndicales à soutenir notre lutte, même par une poussée d'en bas, ou non ? Doit-on s'adresser à la classe ouvrière et construire sa force collective ou alors doit-on s'adresser indistinctement à tous les progressistes anti-racistes, etc.?

Il n'y a pas eu de réunion des Comités de Soutien, en présence de délégués de la Coordination, de réunion du Soutien central lorsqu'il fonctionnait, de discussions avec les camarades de la Coordination, soit pour préparer une manifestation, soit pour en tirer le bilan, où les objectifs et les méthodes propres à travailler en direction de la classe ouvrière n'aient été évoquées et n'aient fait l'objet de discussions, et toutes les difficultés que nous avons rappelées plus haut dans le fonctionnement des Comités de Soutien prouvent bien qu'au delà des questions formelles des rapports entre les Soutiens et la Coordination, ce sont bien les mêmes questions qui se posent à tous les camarades dans la Coordination elle-même.

Ces questions, et l'opposition entre les deux méthodes dont nous avons parlé traversent en effet toute organisation vivante, toute lutte ouvrière authentique, partout aujourd'hui, dans toutes les luttes, comme dans tous les pays.

On ne peut pas éviter non plus que cette opposition prenne l'allure d'une opposition entre des groupes et des partis politiques. La raison en est qu'aucune organisation ouvrière rassemblant les travailleurs sur la base de leurs intérêts immédiats n'est à l'abri des oppositions entre groupes politiques, car une des fonctions des partis est justement de *lier la lutte immédiate de la classe à une vision politique générale*. Tout le monde le fait et si ce n'est pas au profit de la classe ouvrière, cela se fait au profit de la bourgeoisie et de son Etat, par l'intermédiaire des faux partis ouvriers.

Il faut accepter la confrontation, non pas en acceptant que la lutte ouvrière et ses exigences soient oubliées au profit de discussions sur les programmes - nécessaires aussi mais dans un autre cadre - mais en mettant les différentes forces *à l'épreuve de la lutte*, ce qui est la seule manière de voir si tel ou tel parti a une conception qui favorise la lutte ou la gêne. Ceux qui interviennent dans la lutte ouvrière avec des préjugés et en essayant de modifier artificiellement son caractère la déservent et se déconsidèrent eux-mêmes.

Les maigres résultat des Comités de Soutien doivent—ils les condamner ?

Nous concevons fort bien que la méthode qui consiste à éveiller la solidarité de la classe ouvrière, donne encore aujourd'hui de bien maigres résultats. Mais qui peut faire état de résultats meilleurs, d'appuis supérieurs obtenus sur la base de la plate-forme de la lutte, bref qui aient réellement renforcé la lutte *sur ses propres bases ?*

Nous concevons que la voie que nous préconisons soit difficile et rencontre un énorme scepticisme parmi les travailleurs, parce qu'il y a longtemps que la classe ouvrière n'a pas eu la force d'avancer à grande échelle ses propres revendications et qu'il est sans doute difficile d'imaginer à partir de ce que nous voyons de l'encadrement actuel des grandes organisations réformistes et des réactions encore faibles à leur politique criminelle ce que peut être la force de la classe ouvrière lorsqu'elle lutte.

Nous savons que l'expérience des travailleurs immigrés leur enseigne qu'ils ont dû lutter, hier, seuls contre l'adversaire impérialiste, qui est pourtant l'ennemi de toute la classe ouvrière et que la seule aide qu'ils ont reçue venait de petits groupes peut-être généreux dans leurs motivations -pas tous- mais ne travaillant nullement cependant à organiser la classe prolétarienne. Et c'est dans ces conditions terribles qu'ils ont dû subir de la part de l'Etat français une répression sans pitié qu'ils ont affrontée avec un courage et une détermination qui fait honneur à la classe ouvrière toute entière, dans tous les pays.

Peut-être notre avis suscite-t-il le scepticisme mais nous pensons que la trahison des partis "ouvriers", leur participation à la guerre et à la reconstruction de l'Etat, de sa police, de son armée, de l'"économie nationale" ont été responsables du sommeil de la classe ouvrière "française". Nous pensons aussi que la crise, en détruisant toutes les garanties, tous les mensonges, obligera de nouveau les larges couches de cette classe longtemps abattue à retrouver ses traditions de lutte. D'ailleurs les étincelles des luttes ne montrent-elles pas, ici et là, comme à Longwy, qu'il est effectivement possible de nouer des liens de fraternité entre les luttes par dessus les barrières de nationalités dressées par l'impérialisme et l'oppression coloniale.

Nous pensons aussi que cette barrière ne pourra être renversée que par la lutte la plus acharnée contre l'impérialisme et ses larbins, lutte que notre parti n'a jamais cessé de mener avec sérieux malgré ses forces réduites et qu'il appelle tous les prolétaires conscients de leurs intérêts de classe à mener avec lui.

Ce travail, le parti auquel nous appartenons le mène et nous en sommes fiers. Il le mène par la propagande générale et régulière, mais aussi, dans la mesure où le rapport de force le permet, *sur* le terrain des luttes ouvrières lui-même -dans les entreprises et les sections syndicales où nous pouvons travailler.

C'est ce combat que nous, membres des Comités de Soutien, nous essayons de mener sur le terrain pratique, en appelant les travailleurs français à comprendre que l'attaque contre les travailleurs immigrés est une attaque contre toute la classe ouvrière, que la lutte des foyers et celle contre les lois Stoléru-Bonnet, etc. sont *l'affaire de toute la classe ouvrière*.

Cette barrière nous avons aussi essayé de la surmonter en proposant dans les Comités de Soutien un travail en direction des *usines* et des chantiers où les résidents travaillent, afin de préparer le moment où les *saisies-arrêt sur salaires* risquaient de frapper les résidents et où seule la solidarité de leurs camarades de travail pouvait permettre de faire reculer les patrons.

Nous avons rencontré une hostilité générale des forces suivistes à l'égard des directions syndicales qui considèrent que l'entreprise est le fief des syndicats réformistes et que tout travail doit y être fait avec une autorisation officielle de ces traîtres (pourquoi pas aussi de la police ?). Ces gens-là, nous les avons combattus et nous continuerons à les combattre.

Nous avons également rencontré l'incrédulité de nombreux camarades du Comité de Coordination qui, s'appuyant sur une longue et douloureuse expérience, pensaient la tâche trop difficile voire impossible, ou qui avaient des doutes sur la capacité de mobiliser les résidents pour un travail sur les entreprises, ou encore qui pensaient protéger la lutte contre les mauvaises influences en dressant un mur entre les résidents et les Comités de Soutien, ce qui est une solution fausse à une proccupation fondée hélas sur une solide expérience de trahison et d'isolement.

Nous n'avons là non plus jamais posé d'ultimatum à la lutte et nous avons essayé de faire *quelques pas pratiques* sur cette voie sans soulever de discussions abstraites. Nous avons eu certes peu de résultats sensationnels, mais nous pensons que les contacts qui ont été pris dans ce travail ont démontré la justesse de la méthode et ont effectivement permis d'entraîner dans *un effort juste pour soutenir la lutte des résidents* des forces qui sentaient le besoin d'une action dans ce sens. On peut dire que les résultats sont maigres mais que ce sont les seuls qui permettent de préparer efficacement les plus larges succès de l'avenir. Encore une fois, cela est dû, à notre avis, d'un côté, à la faiblesse du niveau de la lutte des classes aujourd'hui, de l'autre aux méthodes utilisées par les groupes et partis soi-disant révolutionnaires dont l'action est suiviste vis à vis des agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers et dont l'action tend à stériliser les réactions sans doute encore faibles de la classe mais les seules qui laissent entrevoir un avenir meilleur.

Nous pensons donc que la méthode que nous préconisons, et qui découle de la plate-forme des Soutiens de 1976, est la seule susceptible de donner force au soutien.

Nous avons souvent vu les camarades de la Coordination, dégoûtés par le manoeuvrisme fréquent des groupes agissant dans les Comités de Soutien et par leur activité purement néfaste, tirer la conclusion qu'il fallait travailler sans les Comités de Soutien. Mais les méthodes de travail envers la classe, elles, sont-elles à mettre au feu et un Comité de Coordination, même sans Comités de Soutien, n'est-il pas amené à se poser le problème de l'utilisation de ces méthodes ? Nous sommes convaincus que oui.

En tant que militants des Comités de Soutien et membres, de plus, d'un parti qui n'a pas ménagé ses efforts pour épauler la lutte des foyers dans tous les domaines, politiques aussi bien que pratiques, nous ne pensons pas que ce soit rendre un bon service à la lutte que d'affirmer, comme cela est fait malheureusement avec régularité en public par des camarades du Comité de Coordination dont la combativité et le dévoue-

ment à la lutte sont pourtant sans reproche, que *personne ne soutient la lutte.*

Une telle attitude empêche de consolider les pas faits dans le sens de l'unité français-immigrés. Elle décourage les résidents, entretient des méfiances nationales et fait le jeu en fin de compte des directions syndicales traîtres.

Quand maintenant une telle attitude est prise par les mêmes délégués qui continuent à appeler au soutien les forces qui ont toujours trahi la lutte, il n'est plus possible pour les travailleurs en lutte de comprendre qui sont leurs ennemis et qui sont leurs amis.

Enfin, nous sommes fermement convaincus que si des camarades de la Coordination, même s'ils sont instruits par une longue expérience de trahison de toutes parts et d'isolement - que nous avons toujours pour notre part cherché à combattre - pensent qu'ils peuvent se barricader contre les effets de ces discussions entre méthodes de lutte en les laissant à l'extérieur du Comité de Coordination sous prétexte d'indépendance, ou même à les laisser "entre français", nous estimons de notre devoir de militants prolétariens de leur dire, fraternellement mais avec certitude qu'ils commettent une profonde erreur.

Il faut à tout prix maintenir *l'indépendance* de l'organisation immédiate vis à vis de la bourgeoisie de son Etat et de toutes les forces ennemies, même si elles se présentent sous l'aspect d'"amis de la lutte". Mais aucune organisation ne peut rester indépendante des questions réelles soulevées par la lutte, même si elles se présentent sous la forme pratiquement inévitable d'une lutte entre partis. Aucune règle d'organisation, aucun article de statut ne pourra l'empêcher.

Quant à la question des méthodes de lutte, elle n'est ni française, ni maghrébine, ni africaine mais se pose à la *classe ouvrière du monde entier* qui devra bien surmonter les divisions entretenues par l'ennemi pour se défendre contre l'impérialisme et le vaincre.

Les luttes qui attendent la classe ouvrière seront nécessairement plus vastes demain, les difficultés peut-être aussi. Mais ce que doit nous apporter la dure réalité d'aujourd'hui, que nous soyons vainqueurs ou vaincus dans la bataille physique, c'est une expérience de lutte, ce sont des leçons qui servent *à toute notre classe*, qui lui permettent de sortir du tunnel de l'écrasement, de l'esclavage et de l'impuissance.

Et maintenant ?

Quel que soit l'avenir, nous sommes convaincus que les Comités de Soutien ne peuvent agir efficacement - et nous parlons ici pour toute lutte ouvrière - que dans la mesure où ils travaillent en contact étroit et en harmonie avec la direction

de la lutte qu'ils ont pour but d'épauler en appelant à la solidarité avec elle.

Ce n'est donc pas de façon artificielle qu'ils sont intéressés à l'orientation de la lutte elle-même, dont seule la justesse peut rendre leur fonction efficace.

Concrètement,

1) Il nous semble utile que soient organisées des réunions entre les Comités de Soutien existants et le Comité de Coordination, afin de faire le bilan de l'activité des Soutiens, de faire ressortir les méthodes qui ont fait avancer la lutte et qui ont fait obstacle, etc.. , en rapport avec la plateforme de 1976 et favoriser un travail étroit entre les Comités de Soutien et les Comités de Résidents.

2) Il nous paraît souhaitable que les Comités de Soutien puissent travailler en liaison étroite avec le "Collectif de Garges", alors qu'ils mènent dans les faits une activité qui se déplace en grande partie sur le même terrain et va dans le même sens. La meilleure solution de ce point de vue est que les Comités de Soutien participent au Collectif.

Nous ne savons pas si ces demandes pourront être satisfaites. Cela dépend de beaucoup de circonstances. Mais elles répondent à des exigences réelles du renforcement du travail des camarades, militants politiques ou travailleurs sans-parti qui dans les Comités de Soutien se dévouent honnêtement à la lutte des foyers qui est celle de leur classe.

S'il n'était pas possible de les satisfaire, ce texte aura au moins l'avantage de faire à sa manière un bilan - même partiel - du travail des Comités de Soutien et servira à la discussion et à la clarification, soit entre les Comités de Soutien et les Comités de résidents locaux, soit avec des camarades résidents et délégués, comme avec tous les travailleurs qui comprennent que l'expérience du travail dans ces Comités, même s'ils devaient disparaître, ne doit pas être vaine, et qu'elle apporte ses leçons à la lutte prolétarienne.

Quoiqu'il en soit, nous continuerons tant que le rapport de forces et les circonstances de lutte le permettent, à travailler dans les Comités de Soutien dans l'esprit de la plateforme de 76 et en nous appuyant sur l'expérience acquise depuis ces trois années, et poursuivrons dans la mesure du possible le travail engagé en l'améliorant.

Nous continuerons également à appuyer les initiatives prises dans le sens de la lutte, tant que cela sera possible, comme cela a été fait cette année, malgré les difficultés de rapports avec le Comité de Coordination ; nous continuerons à tenter de briser le mur de l'isolement, le sabotage actif contre une lutte courageuse et magnifique qui met à nu les mensonges dont la bourgeoisie se sert pour masquer le terrorisme de sa domination de classe. C'est là la preuve que, malgré tout, notre classe vit, lutte et c'est le gage le plus sûr qu'elle saura demain faire les plus grands sacrifices pour son émancipation de cette société barbare.

DECEMBRE 1979

• **A Angers** : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• **A Arles** : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1er et le 3e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, les 15 décembre, 5 et 19 janvier, etc.

• **A Avignon** : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• **A Caen** : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1er et le 3e dimanche du mois, soit les 16 décembre, 6 et 20 janvier, etc.

• **A Grenoble** : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 2 et 16 décembre (il n'y aura pas de permanence le 30 décembre ; les permanences reprendront régulièrement tous les quinze jours à partir du 6 janvier).

• **Au Havre** : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1er et le 3e dimanche de chaque mois, soit les 16 décembre, 6 et 20 janvier, etc.

• **A Lille** : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• **A Lyon** : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit le 16 décembre, puis les 6 et 20 janvier, etc.

• **A Nantes** : vente le 1er dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 6 janvier, 3 février, etc.

• **A Nimes** : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2e et le 4e samedi du mois, soit les 8 et 22 décembre, 12 et 26 janvier, etc.

• **A Paris** : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon. A partir du 1er janvier 1980 la permanence du dimanche matin sera supprimée et remplacée par une permanence le mercredi soir de 18 h à 20 h.

• **A Rouen** : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• **A Roubaix** : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3e dimanche de chaque mois, soit les 16 décembre, 20 janvier, etc.

• **A Strasbourg** : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• **A Toulouse** : vente au marché Saint-Sernin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 2, 16 et 30 décembre, etc.

• **A Valence** : dimanche tous les quinze jours, de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit le 2 décembre (exceptionnellement il n'y aura pas de permanence le 16 décembre), 30 décembre, etc.

Supplément au Prolétaire n° 302

Imprimerie spéciale